

## Table ronde « Enseignement et Formation »

### Synthèse



#### Animation :

Bruno Schneider (Président de la Commission Consultative Sous-Régionale et Directeur du CISP Perspectives)

#### Intervenantes :

FRANÇOISE VANDALEM (CISP LA BOURRACHE) : directrice de l'EFT La Bourrache, entreprise de formation par le travail qui forme des stagiaires au maraîchage biologique et à l'entretien des parcs et jardins. "L'objectif principal de la formation organisée est de permettre à des demandeur·euses d'emploi de longue durée ou à des personnes ayant un faible niveau de qualification de reprendre pied dans le marché de l'emploi, non seulement par l'acquisition de compétences techniques, mais également de compétences sociales. Les compétences acquises peuvent être utiles pour intégrer une formation plus poussée par la suite ou pour trouver un travail dans le domaine du jardinage et du maraîchage"<sup>1</sup>.

VINCENT MINET (IFAPME) : conseiller pédagogique à l'IFAPME dans le secteur de l'alimentation. L'IFAPME propose une cinquantaine de formations dans le secteur de l'alimentation et de l'horeca, entre autres celle de boulanger·ère-pâtissier·ère artisanal·e, cuisine de collectivité, micro-brasseur·euse ou technico-commercial·e pour le secteur de l'alimentation<sup>2</sup>.

SANDRA GODFROID (CDC ENVIRONNEMENT FOREM) : formatrice en économie circulaire au Centre de Compétence Environnement du FOREm, situé à Mons. Entre autres formations, le Centre de Compétence Environnement propose celles de manager·euse en valorisation des déchets, conseiller·ère en énergie (tertiaire et industrielle) et conseiller·ère en assainissement des sols<sup>3</sup>.

ALAIN NIHON (RÉGIE DES QUARTIERS DE HERSTAL) : directeur de la Régie des Quartiers de Herstal qui propose notamment des formations dans les secteurs du bâtiment et des métiers verts. "Mise en place

<sup>1</sup> [Formations | Parcs et jardins | Maraîchage bio | Liège \(labourrache.org\)](#)

<sup>2</sup> [Catalogue de formation | IFAPME](#)

<sup>3</sup> [Forem Environnement \(formation-environnement.be\)](#)

en 2005 par les autorités de la Ville, du CPAS et de la Société Régionale du Logement de Herstal, la R.Q.H. se compose de 3 services d'activités citoyennes (S.A.C.), implantés sur 3 quartiers différents à Herstal : le Centre, les Monts et Pontisse. Elle propose des activités de formation professionnelle et de redynamisation des quartiers avec pour souci de mettre l'habitant et l'intérêt général au centre de celles-ci. Pour atteindre ses buts, la R.Q.H. vise conjointement deux types d'actions : l'insertion socioprofessionnelle des demandeur·euses d'emploi, en leur offrant une formation encadrée par une équipe professionnelle ; l'amélioration du cadre de vie, l'animation, la convivialité et l'exercice de la citoyenneté"<sup>4</sup>.

VIOLETTE LOGNOUL (PÔLE AGROÉCOLOGIQUE DE L'ENSEIGNEMENT COMMUNAL LIÉGEOIS) : responsable du Pôle agroécologique de l'enseignement communal liégeois, regroupant l'école d'horticulture, l'institut de travaux publics et le CEFA de la Ville de Liège. Le pôle agroécologique de l'enseignement communal liégeois s'est constitué à l'initiative de professeurs des trois structures, CEFA, école d'horticulture et institut des travaux publics, dans le but d'augmenter la visibilité et, partant, l'attractivité des formations horticoles. Leur "but est également de réaliser des projets communs et de promouvoir des solutions sur des enjeux comme la biodiversité, la vie des sols ou le changement climatique"<sup>5</sup>.

### TRAVAILLER ENSEMBLE POUR DES MÉTIERS ET FILIÈRES PLUS ATTRAYANTS

#### Connaissance des métiers par les jeunes et le grand public

Les expert·es discutent des options de l'enseignement et des formations qui ne font pas toujours le plein d'inscrit·es. La proactivité et l'innovation dans les filières proposées ne suffisent malheureusement pas toujours. Toute la communication autour des métiers, des options et des formations est au moins aussi importante, puisque si les candidat·es ne savent pas ce qui existe, iels ne s'inscrivent pas, constat froid mais pragmatique.

Pour combattre cette difficulté, un important travail d'information sur les métiers et d'orientation reste à poursuivre. Il faut d'autre part rendre visible et communiquer davantage sur l'offre d'enseignement et de formation et sur les projets en cours de part et d'autre.

Attention cependant, il est important de donner une information de qualité avant même l'entrée en formation. On doit donner une vision réaliste du métier, les prérequis nécessaires et les engagements auxquels doivent souscrire les personnes pendant leur formation, ainsi que les débouchés envisageables. À ce propos, il y a davantage de débouchés aujourd'hui pour les métiers du maraîchage biologique. Il y a sans doute une prise de conscience du citoyen/de la citoyenne et une envie plus généralisée qu'auparavant de travailler la terre.

Par rapport au métier de Maraicher·e, il faut pouvoir dire que le métier reste difficile. Il ne s'agit pas de jeter des semences pour que ça pousse. Il y a pas mal de représentations à déconstruire. Les engagements ne sont pas massifs, même si de nombre de stagiaires trouvent un emploi au sortir de leur formation, voire créent leur propre entreprise. La gestion et la rentabilité d'une entreprise font d'ailleurs partie du cursus de formation. Il y a un gage de stabilité à développer, au-delà des compétences techniques de production d'aliments sains et de qualité. Le métier reste compliqué, ingrat et difficile et c'est une réalité qu'il ne faut pas occulter. Certain·es indépendant·es auraient besoin d'une aide car iels ne parviennent pas forcément à engager les frais que nécessitent la formation d'un·e stagiaire (environ 500€/mois). D'autre part, les entreprises qui ont rejoint une association, une coopérative ou autre ont généralement de meilleurs résultats et présentent un bilan plus solide. Il convient de travailler sur la filière de manière générale et pas se concentrer sur le maraîchage uniquement.

---

<sup>4</sup> [Accueil - Régie des quartiers de Herstal \(rqh.be\)](http://rqh.be)

<sup>5</sup> Extrait de l'éditorial du magazine "Les jardins de Burenville, édité par le Pôle agroécologique de l'ECL, numéro 3, automne-hiver 2022-2023

## Les enjeux sociétaux : un levier d'attractivité pour l'enseignement et la formation ?

On a déjà parlé du changement de paradigme au sein des autres tables rondes. Pour la promotion des métiers et des formations aussi il semble que des changements soient nécessaires. Alors qu'on se concentre aujourd'hui de façon importante sur les pénuries de main d'œuvre, on constate que ces messages alarmistes ne se répercutent pas forcément positivement dans les inscriptions vers ces métiers et secteurs en difficulté. Est-ce dû au caractère négatif/alarmiste du message ? Est-ce dû à la relégation très ancrée dans notre société des métiers techniques et manuels, comme des métiers de seconde zone pour des travailleur·euses n'étant pas parvenues à devenir de « bons cols blancs » ?

Il y a sans doute du vrai dans les deux questionnements. Au-delà de ça, la situation est suffisamment préoccupante pour tenter toutes les stratégies de communication qui sembleraient pertinentes pour redignifier ces métiers et filières de formation. En ce sens, les thématiques sociétales comme celle de la protection de l'environnement apparaissent intéressantes pour sensibiliser mais aussi pour attirer les publics vers les formations, spécialement les jeunes qui sont souvent sensibles à ces sujets.

Pour l'alimentation durable, il faut travailler sur la filière de manière générale et pas que sur le maraichage. Selon les experts, intéresser les jeunes et les stagiaires ne doit plus passer par un discours centré sur les métiers mais plutôt par un discours centré sur des thématiques plus transversales (ex : les circuits courts, l'alimentation durable, l'économie circulaire) qui donnent probablement plus de sens à la démarche du (et vers le) travail. Les préoccupations pour les enjeux environnementaux permettent de remettre les métiers dans un contexte plus global, un écosystème, un réseau de partenaires... Soit une véritable chaîne de valeur.

## Visibilité et valorisation des projets en cours

Les acteur·rices de l'enseignement et de la formation ont bien conscience de leur rôle pour sensibiliser les jeunes aux défis liés aux métiers actuels en lien avec les enjeux environnementaux. La sensibilisation fait également partie des missions des CISP, d'où l'importance de travailler en partenariat sur ces objectifs. La logique du partenariat est une préoccupation qui jalonne l'ensemble des échanges entre les participant·es et expert·es au cours de cette matinée.

Il faudra aussi composer avec la motivation des acteur·rices, on pense ici notamment aux enseignant·es et formateur·rices. Pour les encourager, il faudrait commencer par visibilité et valoriser leur travail actuel. On constate l'existence de toute une série de projets qui manquent malheureusement de publicité. Il faut parvenir à s'entraider afin de mieux communiquer, de davantage partager les informations des un·es et des autres au sein des différents canaux.

## Transférabilité des compétences et logique de diversification

Plusieurs intervenant·es insistent sur la notion de transférabilité des compétences, ainsi que sur la logique de diversification. Ainsi, une formation doit être l'occasion de l'apprentissage de compétences transférables dans plusieurs situations professionnelles potentielles. Dans cette logique, le métier de Maraicher·e peut par exemple être couplé avec d'autres métiers plus rémunérateurs comme l'entretien des parcs et jardins ; Pépiniériste ; Élagueur·euse. À propos des métiers « plus rémunérateurs », un expert ajoute que pour l'alimentation durable, les activités de transformation s'en sortent généralement mieux que celles centrées sur l'unique production.

## Importance de l'accompagnement et de l'accès à la terre

Les acteur·rices de la formation professionnelle soulignent l'importance et la plus-value fondamentale de l'accompagnement individuel pendant la formation dans le secteur de l'ISP.

D'autre part, dans le domaine de la production alimentaire durable, l'accès à la terre peut être compliqué et coûteux. Au CISP La Bourrache par exemple, l'activité ne serait pas possible sans l'avantage de la location d'espaces fonciers au CPAS de Liège. Un intervenant informe qu'il existe un groupe de travail au sein du Conseil de Politique Alimentaire Liégeois qui vise à établir un cadastre des terres publiques disponibles.

## Alimentation durable : un réseau liégeois bien ancré

Après avoir soulevé une série de problématiques, il faut aussi pouvoir reconnaître les atouts et opportunités offerts par notre région liégeoise au niveau de l'alimentation durable et des circuits courts. Une experte souligne ainsi la solidité de l'ancrage du réseau maraîcher liégeois, contrairement à d'autres zones avoisinantes. Pour elle, malgré les difficultés du métier déjà évoquées, on dispose d'une structure qui se développe vite et il faut y recourir. Il existe ainsi des réseaux de solidarité, des commerces durables et bio et un bon nombre de producteur·rices.

Une autre experte ajoute que le taux d'arrêt des activités de maraîchage dans la Province de Liège n'est que de 5% alors que ce taux atteint parfois 45% ailleurs. C'est bien un signe de la puissance des réseaux et des diverses structures d'accompagnement. Il faut donc continuer de soutenir les investissements dans cette voie. Les institutions publiques doivent se saisir de cette opportunité et renforcer les différents acteur·rices.

Un grand chantier est actuellement en cours pour la formation continue des professionnel·les de l'agriculture en Province de Liège. Ces formations sont dispensées par des professionnel·les pour des professionnel·les (ex : formation phytosanitaire).